Forum mondial sur l'agriculture
3 décembre 2004

<u>SESSION DU MATIN</u>. Quelle est l'information nécessaire aux décideurs des politiques ?

Les décisions sur les politiques agricoles devront traiter d'un certain nombre d'objectifs intérieurs, comprenant la recherche de l'efficacité économique, la fourniture de biens d'utilité publique ainsi que l'encouragement de l'équité économique. Dans le même temps, on demande aux pays de limiter les perturbations causées par les interventions des politiques sur les marchés mondiaux. Les responsables de l'élaboration des politiques doivent affronter de nombreux défis pour pouvoir répondre de manière cohérente à ces multiples objectifs.

Les réformes des politiques agricoles, et de manière plus générale, la libéralisation des échanges, peuvent améliorer l'efficacité économique mais leurs effets en termes d'équité ne sont pas toujours nets. Les travaux de l'OCDE portant sur les effets de distribution de la réforme des politiques agricoles soulignent qu'il est difficile de libéraliser les politiques sans appauvrir certains ménages. Dans les pays en développement, malgré la tendance des réformes à se poser en faveur des pauvres, certains ménages pauvres peuvent s'appauvrir davantage. Les pouvoirs publics doivent faire un effort pour tenter de comprendre qui sont les gagnants et qui sont les perdants – aussi bien ex-ante, afin que l'ajustement ou les considérations de compensation puissent être intégrées au processus de réforme que ex-post, afin que les résultats indésirables des politiques puissent être identifiés et traités.

Les informations concernant les effets au niveau national de la réforme des politiques – sur la production, les échanges, les prix, les revenus et les gains ou pertes de bien-être – peuvent fournir une orientation globale aux politiques. Les pouvoirs publics ont cependant besoin d'orientations plus précises que ces larges indicateurs sur les effets des politiques si ils veulent être en mesure de traiter avec efficacité les questions soulevées par la transition vers une allocation plus efficiente des ressources nationales. Des informations détaillées sur les implications en termes de distribution de la réforme au niveau des produits et des ménages pourront être utiles, mais comment intégrer cette information, reflétant souvent une situation complexe, au processus décisionnel ? Cette session porte plus particulièrement sur l'analyse des politiques du côté de la demande. Quelle est l'information utile pour les responsables de l'élaboration des politiques ?

- Quel est l'impact probable des coûts et bénéfices de la réforme des politiques sur les diverses catégories de personnes de la société – notamment celles qui sont le plus vulnérables aux variations de conditions économiques ? A quel moment les concepts d'entreprise agricole ou de ménage agricole sont-ils les objets d'analyse les plus pertinents et en quoi diffèrent-ils ?

- Comment peut-on se servir des résultats des modèles et des données désagrégées pour concevoir des programmes d'ajustement ciblé et de compensation ?

- Dans quelle mesure la compilation d'informations spécifiques à l'agriculture doit-elle être insérée dans une analyse sur l'ensemble de l'économie afin d'étayer des politiques fiscales et des programmes sociaux de plus grande envergure ?